

La campagne pour « tuer » le mouvement BDS contre Israël s'étend très largement

7 octobre 2020, par Caren Holmes pour Jacobin

Israël fait face au déclin aux Etats Unis du soutien public et voit la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions comme une menace essentielle pour sa légitimité. C'est pourquoi Israël enrôle le gouvernement américain, les administrateurs des universités américaines et même des entreprises technologiques comme Zoom et Facebook pour essayer de détruire le mouvement BDS.



Pancarte BDS

La veille d'une conférence programmée par l'Université de l'État de San Francisco sur « genre, justice et résistance » avec des militants noirs, palestiniens, juifs et sud-africains, l'entreprise de réunions en ligne Zoom a *annoncé* qu'elle n'autoriserait pas l'événement à prendre place sur sa plate-forme. Un porte-parole de Zoom a évoqué ses craintes qu'héberger l'événement violerait « les lois américaines applicables sur le contrôle des exportations, les sanctions et l'antiterrorisme » et que l'entreprise soit finalement menacée d'annuler le compte Zoom pour tout le système de l'Université de l'État de Californie si l'événement avait lieu.

La décision de Zoom de retirer l'événement de sa plate-forme a fait suite à une campagne de pression résolue de la part d'organisations de la droite sioniste qui se sont attribués en ligne le mérite de son annulation. Les géants de la technologie Facebook et YouTube ont pris la suite, coupant le courant de l'événement et retirant le matériel promotionnel de leurs plates-formes.

L'incident installe un dangereux précédent pour que les sociétés de technologie privées puissent censurer les libertés académiques, les événements autorisés par l'université et l'organisation de la justice sociale. Dima Khalidi, directrice de Palestine Legal, *explique* que l'incident est une attaque contre la discussion sur la liberté des Palestiniens « en réponse à une campagne de répression systémique menée par le gouvernement israélien et ses alliés ». La campagne pour censurer l'événement et le retirer de la plate-forme est un exemple des efforts croissants et coordonnés pour mettre à bas les luttes de libération des Palestiniens, qui ont été encore plus complexifiées par les stratégies d'organisation virtuelle que requiert la pandémie de la COVID-19.

Ces dernières semaines, le Département d'État américain s'est engagé à « cibler », « combattre » et « tuer » le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), campagne politique non violente qui pratique la liberté d'expression sur le sol américain. Les commentaires, faits dans une récente interview par un porte-parole du Bureau de l'Envoyé Spécial du département d'État pour contrôler et combattre l'antisémitisme, a fait référence aux efforts continus de l'administration Trump pour écraser le mouvement BDS, étendant ce qui est déjà une campagne de plusieurs millions de dollars dans laquelle se trouvent le gouvernement et des acteurs privés et qui déploie des tactiques de contre-insurrection, la guerre juridique et les opérations de surveillance contre les militants qui font campagne pour l'égalité des droits des Palestiniens.

Le mouvement BDS, conçu en 2005 par les associations de la société civile palestinienne, *cherche* à exercer une pression sur Israël pour enfin mettre fin à ses plus de cinquante ans d'occupation des terres palestiniennes, pour reconnaître le droit au retour des réfugiés palestiniens déplacés et pour faire accorder des droits égaux aux citoyens palestiniens d'Israël. L'engagement du Département d'État à « tuer » cette lutte de libération, mouvement copié sur le modèle des boycotts internationaux contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, fait partie d'une pression de la droite nationale pour empêcher la critique d'Israël.

L'envoyé spécial du Département d'État américain Elan Carr a *déclaré* que les tentatives pour « étrangler économiquement l'État d'Israël » sont sans équivoque antisémites et a dit que les efforts du département pour s'attaquer à BDS consisteraient même à cibler ces campagnes qui appellent à boycotter les produits issus des *sociétés* qui profitent de l'expansion des colonies illégales dans les Territoires

Palestiniens Occupés.

Bien qu'évoquant l'économie pour justifier leurs campagnes anti-BDS, le Département d'État américain et ses partenaires dans les lobbies pro-israéliens admettent que les boycotts ne posent pas de problème vital à la sécurité économique d'Israël. Le gouvernement américain et le lobby israélien craignent davantage les motivations politiques du mouvement et le succès grandissant de sa capacité à faire bouger l'opinion publique envers le régime d'apartheid d'Israël.

Israël fait face à un défi critique pour maintenir un soutien public stable et durable aux Etats Unis. Tandis que l'alliance des Républicains, le Parti Démocrate dominant et le mouvement chrétien évangélique continuent de soutenir loyalement l'État israélien – à la hauteur de *3.8 milliards de dollars d'aide militaire annuelle* – ce soutien *baissenotablement* parmi les progressistes, les Noirs américains et les jeunes, particulièrement les jeunes *Juifs*.

Dans ce contexte, le lobby pro-Israël américain s'est mobilisé depuis des années pour neutraliser cette menace. Les lobbies pro-Israël ont investi des millions pour faire dérailler l'organisation de BDS, particulièrement sur les campus universitaires et en diffamant les supporters du mouvement. Faire le bilan des campagnes contre le mouvement BDS donne idée de la répression qui s'étend contre les mouvements de justice sociale à travers les Etats Unis. L'engagement du Département d'État envers ce programme n'est pas qu'une menace contre le militantisme pro-palestinien, mais contre les campagnes de solidarité avec *La Vie des Noirs Importe*, la liberté d'expression et plus largement, les désaccords politiques.

Guerre juridique

Parmi les principales tactiques utilisées par le lobby israélien pour faire dérailler les mouvements de solidarité avec la Palestine, on trouve des processus juridiques et législatifs pour transformer les critiques légitimes d'Israël en expression d'antisémitisme. A un moment où la violence antisémite de droite est en hausse, c'est particulièrement dangereux. Les campagnes de guerre juridique du lobby israélien sont lancées pour criminaliser et punir les militants anti-apartheid pour participation à des « conduites discriminatoires » et même à des « discours de haine ».

En janvier 2020, l'administration Trump a soutenu ces efforts en mettant en œuvre le « Décret pour Combattre l'Antisémitisme », consolidant l'utilisation fédérale de la définition controversée de l'antisémitisme par l'Alliance Internationale du Souvenir de l'Holocauste (IHRA) qui inclut la critique d'Israël.

Le décret a également étendu la portée de la politique fédérale du Titre VI pour catégoriser la critique d'Israël en tant que forme de discrimination académique contre les Juifs. Le décret donne au département de l'Education de Betsy DeVos le pouvoir d'ouvrir des enquêtes et finalement de retenir les financements des universités qui permettent à BDS de s'organiser sur leurs campus, sous le prétexte que le gouvernement financerait « l'antisémitisme ».

Ces projets juridiques et législatifs incitent à la censure académique et institutionnelle des voix pro-palestiniennes et renforce ce qu'on appelle parfois « l'exception palestinienne de la liberté d'expression ». Les conséquences de cette

tactique ne sont pas hypothétiques.

En 2016, le directeur des études de l'Université de Fordham, Keith Eldredge, a utilisé son droit de veto – pour la première fois dans son mandat – pour renverser un vote du gouvernement étudiant pour approuver l'installation d'une section d'Etudiants pour la Justice en Palestine (SJP) sur le campus.

Ila *expliqué* dans un courriel aux étudiants que l'engagement de SJP envers BDS était une raison essentielle de sa décision de mettre son veto à l'installation de cette association. BDS, a-t-il déclaré, « présente un obstacle à l'ouverture du dialogue et de l'instruction et de la compréhension mutuelles » promouvant « la polarisation plutôt que le dialogue ».

Après une bataille juridique de quatre ans avec l'université, les tribunaux ont décidé que l'université devait reconnaître l'association étudiante affirmant le droit des militants à faire campagne en solidarité avec les Palestiniens. Alors que le juge s'est finalement prononcé en faveur de la liberté d'expression des étudiants, la bataille juridique a consumé des années d'énergie et de potentiel d'organisation.

C'est souvent le véritable but des opérations de guerre juridique : engager les organisateurs dans des batailles juridiques et législatives est une méthode tentée et testée qui épuise le temps, l'énergie et l'argent des militants.

La redéfinition de l'antisémitisme pour y inclure la critique de l'occupation israélienne a ouvert la voie à une campagne nationale coordonnée pour punir les entreprises et les

individus pour qu'ils se désinvestissent des dommages causés par l'apartheid et la colonisation. D'après Palestine Legal, plus d'une centaine de lois et de décrets anti-boycott ont été introduits dans la législation nationale et locale au cours des seules six dernières années.

Ces mesures, dont beaucoup restreignent les financements et les contrats nationaux pour les défenseurs du mouvement de boycott, ont déjà été adoptées dans trente Etats. *Soixante dix-huit pour cent* des personnes qui vivent aux Etats Unis vivent maintenant sous ce genre de clauses anti-boycott.

La prolifération de lois anti-BDS à travers les Etats Unis a eu un effet réfrigérant sur l'expression politique, sans parler de certains effets bizarres. En 2017 par exemple, on a demandé aux victimes d'un ouragan à Dickerson, Texas, de *signer une promesse* les engageant à ne pas boycotter l'État d'Israël afin d'avoir accès aux aides d'urgence de la ville.

Le directeur juridique de l'Union Américaine pour les Libertés Civiles (ACLU) du Texas, Andre Segura, a expliqué que cette mesure violait le Premier Amendement, faisant remarquer que l'incident « rappelait les serments de loyauté de l'ère McCarthy qui exigeaient des Américains qu'ils renient leur adhésion au Parti Communiste et autres formes d'activité 'subversive' ».

Les représentants du Département d'État américain ont fait remarquer que pousser les alliés internationaux à reproduire des mesures similaires, afin de condamner le mouvement BDS, et à adopter des redéfinitions comparables de l'antisémitisme, était une *stratégie prioritaire*.

Surveillance et Campagnes de Diffamation

Le lobby israélien investit aussi énormément dans les opérations de collecte de renseignements et de campagnes de diffamation visant ceux qui critiquent Israël, spécialement les étudiants et les professeurs d'université. On en trouve la preuve dans son budget.

En 2019, le ministère israélien des Affaires Stratégiques (MSA), agence de renseignement créée pour tracer et combattre le soutien croissant à BDS à travers le monde, a *bénéficié* de plus de 35 millions de dollars de financement du gouvernement sur trois ans, budget établi pour être égalé par des donations privées. Les opérations de collecte de renseignements contre les étudiants des universités américaines sont conduites en Israël mais sont également mises en place et financées aux Etats Unis.

« *The Lobby USA* », enquête secrète d'*Al Jazeera* en 2016 dans le lobby israélien d'Amérique, a révélé les partenariats entre le MSA israélien et les lobbies basés aux Etats Unis. Le directeur exécutif de la Coalition d'Israël sur les Campus (ICC) Jacob Baime a admis dans un enregistrement secret que son organisation travaille en coordination et en lien avec le MSA, en se vantant de la croissance rapide du budget de son organisation et de ses capacités grandissantes de collecte de renseignements.

Comme l'explique Baime, la stratégie de surveillance d'ICC prend « modèle sur la stratégie contre-insurrectionnelle du Général Stanley McChrystal en Irak ». L'organisation surveille les activités des étudiants militants pour la Palestine et publie en ligne des campagnes de diffamation : « Si l'un de

ces terroristes sur le campus veut interrompre une conférence pro-Israël et déployer une bannière ou quoi que ce soit d'autre, nous allons mener une enquête sur eux et examiner les mauvaises choses qu'ils ont faites... Simplement, nous le faisons en sécurité et anonymement, et ça c'est fondamental. »

Baime souligne que ce que ICC a trouvé de plus efficace, c'est de faire des recherches sur l'opposition et de diffuser les informations en ligne sur des sites internet anonymes, à côté de publicités Facebook ciblées. « Toutes les quelques heures, vous versez un nouvel élément de la recherche sur l'opposition. C'est de la guerre psychologique. Cela les rend fous. »

Une enquête de 2018 de *Forwarda* a révélé que ICC a aussi utilisé ses technologies de surveillance pour *contrôler* les activités des étudiants juifs progressistes, dont ceux qui participent à la conférence d'Open Hillel au Collège de Swarthmore.

Canary Mission est un site internet pro-israélien infâme qui publie des profils pour diffamer les organisateurs de la solidarité avec la Palestine comme « antisémites » pour essayer de détourner les gens de ces activités et, comme les organisateurs autrefois anonymes de la liste noire le montrent clairement, ruinent les perspectives de trouver un emploi à l'avenir pour ceux qu'elle profile.

Le site internet, qui cible de façon disproportionnée les étudiants et les universitaires arabes et musulmans, a servi à interroger, détenir, et même empêcher d'aller en Palestine, en passant par le territoire israélien, des Américains et des Palestiniens. « « Le Lobby USA » a prétendu, grâce à des conversations enregistrées secrètement avec un employé du

Projet Israël (TIP), que le magnat milliardaire de l'immobilier Adam Milstein était le *principal bailleur et créateur* du site internet. Milstein a *démenticette* allégation.

Comme avec les stratégies de guerre juridique, la surveillance et les campagnes de diffamation servent non seulement de menace et de dissuasion pour la défense de la Palestine, mais aussi consomment le temps et l'énergie des militants qui sont diffamés pour leur rôle dans le mouvement de justice sociale. Jacob Baime a expliqué comment les militants ciblés « soit arrêtent tout, soit passent leur temps à y répondre et à enquêter, temps qu'ils ne peuvent consacrer à attaquer Israël. C'est incroyablement efficace. »

Défaire les solidarités

Les initiatives pour briser les luttes de libération de la Palestine et le mouvement BDS comportent le fait de cibler La Vie des Noirs Importe et autres mouvements de justice sociale qui voient leurs luttes de libération comme intégralement mêlées à celle des Palestiniens. En 2014, Ferguson, Missouri, s'est révoltée contre la brutalité raciste de la police après le meurtre de Michael Brown. Au même moment, Israël lançait son attaque sur la Bande de Gaza qui s'est traduite en milliers de morts.

Les manifestants de Ferguson et de Palestine *ont échangé des messages de solidarité* sur les réseaux sociaux, y compris des tuyaux sur la façon de soulager les effets du gaz lacrymogène. Deux ans plus tard, le Mouvement pour la Vie des Noirs a inclus dans son *programme* une condamnation de l'apartheid israélien, un rejet de l'aide militaire des Etats Unis à Israël, et une promesse de soutenir le mouvement BDS.

S'exprimant à la conférence du Conseil israélo-américain, le consul général israélien d'Atlanta, Judith Varnai-Shorer *a mis en avant* que le mouvement La Vie des Noirs Importe était une menace pour le soutien du public à Israël. « Le principal problème avec Israël se trouve chez les jeunes générations de la communauté noire. La Vie des Noirs Importe débute là » dit-elle.

Andy David, consul général de San Francisco s'est exprimé sur le même registre : « Martin Luther King se retournerait dans sa tombe s'il voyait les dispositions et les politiques anti-israéliennes qui commencent à émerger à l'intérieur de La Vie des Noirs Importe. »

Vu comme une menace pour le soutien politique incontesté pour Israël aux Etats Unis, le mouvement La Vie des Noirs Importe est lui aussi l'objet d'une guerre juridique, d'une surveillance et de campagnes de diffamation exercées contre les défenseurs du mouvement BDS.

Ancien employé de TIP à Washington, DC *a révélé* que le lobby israélien avait travaillé à faire échouer les événements de La Vie des Noirs Importe. Il a reconnu que TIP demandait à ses donateurs de pousser un night-club de la ville de New York à annuler un événement au bénéfice de La Vie des Noirs Importe à cause de la position du mouvement envers Israël.

Les Effets de la Répression d'État

Le Département d'État, travaillant en tandem avec le renseignement israélien et les lobbies pro-israéliens basés aux Etats unis, s'est engagé à redoubler d'efforts pour

désorganiser et cibler BDS et l'organisation de la solidarité avec la Palestine. Sa tactique n'est pas différente des stratégies de *COINTELPRO* (Programme de Contre-espionnage) ou autres *projetshistoriques* de *contre-insurrection* ciblant les mouvements de justice sociale et les dissidents politiques.

Les conséquences de ces projets ne sont pas hypothétiques. Ils ont ravagé la carrière universitaire et politique de nombreux militants de la solidarité avec la Palestine à travers tout le pays. L'expansion continue de cette répression d'État produit déjà un effet glacial sur l'organisation de la libération des Palestiniens.

Alors que nous entrons dans une nouvelle année universitaire de militantisme pour la justice sociale dans les universités, rendue encore plus compliquée par l'organisation virtuelle et la pandémie de COVID-19, les militants auront besoin de réfléchir très sérieusement aux forces en action pour les arrêter.

Nous pouvons cependant trouver une consolation dans le fait que le projet du Département d'État de « tuer » BDS est néanmoins une indication sur l'influence politique du mouvement. Ce développement de la répression de l'État est une preuve de la capacité du mouvement à menacer le soutien matériel à la colonisation, à l'apartheid et à l'occupation qui est au coeur de l'occupation israélienne de la Palestine.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Jacobin](#)